La Chine sur la scène internationale

Vers une puissance responsable ?

Tanguy de WILDE d'ESTMAEL
& Tanguy STRUYE de SWIELANDE (dir.)

P.I.E. Peter Lang

Chaire InBev Baillet-Latour
« Union européenne–Chine »

CECRI
CENTRE D'ÉTUDE DES CRISES ET
DES CONFLITS INTERNATIONAUX

La Chine s'est éveillée au monde. Elle multiplie sans ambages les relations avec les autres sujets de la scène internationale. C'est une nouveauté. La mentalité impériale ne concevait les rapports avec les autres que sous l'angle de l'allégeance ou de la vassalité et non sur le mode du rapport égalitaire. Aujourd'hui, la Chine se projette sur la scène internationale avec, certes, un attachement farouche à la souveraineté étatique, mais en postulant *ipso facto* une égalité entre Etats. Pékin entre dans le jeu international avec son prisme national, tant pour y tenir un certain rôle que pour veiller à ce que les règles ne soient pas modifiées à son insu ou à son détriment. C'est à cette rencontre singulière de la Chine avec le monde que cet ouvrage est consacré.

La première interrogation porte sur l'ascension pacifique de la Chine dans les relations internationales que Pékin préfère présenter désormais comme un développement pacifique. Si, dans cette optique, le discours officiel recycle à bien des égards les principes de la coexistence pacifique, la réalité ne peut toutefois être éludée : quel type de puissance la Chine est-elle et entend-elle être parmi les acteurs déterminants de la scène internationale ? L'influence planétaire revendiquée a-t-elle comme corollaire une responsabilité accrue dans la sécurité globale ?

Tanguy de WILDE d'ESTMAEL est professeur de sciences politiques et de relations internationales à l'Université catholique de Louvain (UCL) dont il préside l'Ecole des sciences politiques et sociales. Au sein de l'Institut de Sciences politiques Louvain-Europe de l'UCL, il dirige les Chaires InBev-Baillet Latour UE-Russie et UE-Chine. Il est par ailleurs professeur invité au Collège d'Europe de Bruges.

Tanguy STRUYE de SWIELANDE est professeur en relations internationales à l'Université catholique de Louvain et coordinateur de la Chaire InBev-Baillet Latour UE-Chine. Il est spécialisé dans la géopolitique des grandes puissances et dans l'analyse de la prise de décision en politique étrangère.

UCL
Université catholique de Louvain

P.I.E. Peter Lang
Bruxelles

www.peterlang.com

GÉOPOLITIQUE ET RÉSOLUTION DES CONFLITS n° 14

La Chine
sur la scène internationale

Vers une puissance responsable ?

P.I.E. Peter Lang

Bruxelles · Bern · Berlin · Frankfurt am Main · New York · Oxford · Wien

Tanguy de Wilde d'Estmael
& Tanguy Struye de Swielande (dir.)

La Chine sur la scène internationale

Vers une puissance responsable ?

« Géopolitique et résolution des conflits »
n° 14

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'éditeur ou de ses ayants droit, est illicite. Tous droits réservés.

© P.I.E. PETER LANG S.A.
Éditions scientifiques internationales
Bruxelles, 2012
1 avenue Maurice, B-1050 Bruxelles, Belgique
www.peterlang.com ; info@peterlang.com

Imprimé en Allemagne

ISSN 1780-5848
ISBN 978-2-87574-003-8 (paperback)
ISBN 978-3-0352-6266-7 (eBook)
D/2012/5678/95

Information bibliographique publiée par « Die Deutsche Bibliothek »

« Die Deutsche Bibliothek » répertorie cette publication dans la « Deutsche Nationalbibliografie » ; les données bibliographiques détaillées sont disponibles sur le site <http://dnb.ddb.de>.

Remerciements

Nos remerciements s'adressent tout particulièrement à l'ensemble des auteurs qui ont contribué à cet ouvrage. Leur participation enthousiaste et dynamique a permis la réalisation de ce livre.

Celui-ci n'aurait pu être mené à bien sans l'aide précieuse de Géraldine Frébutte, doctorante à l'UCL et boursière à la Chaire InBev-Baillet Latour, qui en a assuré la mise en forme et apporté les améliorations nécessaires au manuscrit. Nous tenons également à remercier Justine Colognesi et Myriam Dulieu, toutes les deux stagiaires à la Chaire InBev-Baillet Latour entre octobre et décembre 2011.

Les membres du Centre d'étude des crises et conflits internationaux (CECRI) ont également activement contribué à cette entreprise collective. L'ouvrage n'aurait, à l'évidence, pu voir le jour sans le soutien du CECRI, de l'Institut des Sciences Politiques Louvain-Europe (ISPOLE) et de la Chaire InBev-Baillet Latour, programme « Union européenne – Chine ».

Septembre 2012

Table des matières

Acronymes et abréviations.....13

Introduction. L'éveil de la Chine au monde.....17
Tanguy de Wilde d'Estmael et Tanguy Struye de Swielande

PARTIE I
L'ASCENSION PACIFIQUE DE LA CHINE
DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES

Comment la Chine voit le monde ? 25
Tanguy Struye de Swielande

L'identité sociale de la Chine sur la scène internationale. Ambiguïté et contradictions.....41
Géraldine Frébutte

Soft power. Le nouveau cheval de bataille chinois ? 55
Tanguy Struye de Swielande

Économie chinoise. Un modèle à bout de souffle 71
Pierre Sabatier et Jean-Luc Buchalet

PARTIE II
LA CHINE FACE AUX AUTRES PUISSANCES

États-Unis – Chine. Engagement pragmatique ?.....103
Tanguy Struye de Swielande

Le partenariat sino-russe et l'avenir de l'Organisation de coopération de Shanghai.....119
Isabelle Facon

Chine – Inde. Tensions en perspective ?.....139
Tanguy Struye de Swielande

L'Union européenne face à la Chine.
Puissance et coercition en question 161
Tanguy de Wilde d'Estmael

Le Brésil et la Chine.
Des convergences géopolitiques, des divergences commerciales ...177
Amine Ait-Chaalal

La dimension politique et sécuritaire
des relations Japon – Chine.
Méfiance stratégique et stabilité fragile.....191
Elena Atanassova-Cornelis

Vers un monde multipolaire ? Perspectives économiques,
commerciales et politiques sur l'émergence des BRIC.....217
Thomas Renard

PARTIE III
LES AMBITIONS RÉGIONALES DE LA CHINE

La Chine et la « Grande Asie centrale »
dans la période post-11 septembre 241
Thierry Kellner

La relation Chine – ASEAN
au cœur du « nouveau multilatéralisme asiatique » 271
Bruno Hellendorff

Taiwan, entre improbable province
et impossible indépendance.....293
Philippe Paquet

La Chine et la Corée du Nord. Une alliance ambiguë 313
Vincent Eiffling

La Chine en Afrique. Priorité aux intérêts économiques.....333
Tanguy Struye de Swielande

La Chine et le Moyen-Orient. Entre soft power,
réalisme politique et pragmatisme économique.....355
Vincent Eiffling

Chine – Amérique latine. Une relation au-delà des matières premières et des relations énergétiques 375
J. Mauricio Angel Morales

PARTIE IV

L'INSTRUMENT MILITAIRE AU SERVICE DE LA PUISSANCE

Les dents du dragon. La transformation de la puissance militaire chinoise.....399
Joseph Henrotin

La longue marche vers l'autonomie. Analyse de la politique industrielle de défense chinoise à l'ère de la globalisation 413
Emmanuel Puig

L'enjeu des voies maritimes en Mer de Chine du Sud et au-delà.....433
Tanguy Struye de Swielande

Le programme spatial chinois. Entre volonté de normalisation et tentative de rupture 451
Alain De Neve

La Chine et les opérations de paix de l'ONU 471
Michel Liégeois

Sélection bibliographique.....495

Liste des auteurs 509

Acronymes et abréviations

ABM	Anti-Balistic Missile
ALADI	Association latino-américaine d'intégration
APEC	Asia-Pacific Economic Cooperation
APL	Armée Populaire de Libération de Chine
APRONUC	Autorité Provisoire des Nations Unies au Cambodge
ARF	ASEAN Regional Forum
ASAT	Anti-Satellite Missile
ASEAN	Association of Southeast Asian Nations
ASBM	Anti-Ship Balistic Missile
ASEAN+3	Pays de l'ASEAN + Chine, Japon et Corée du Sud
ATNUTO	Administration transitoire des Nations Unies au Timor Oriental
BID	Banque interaméricaine de développement
BITD	Base industrielle et technologique de défense
BMD	Balistic Missile Defense
BRIC	Brésil-Russie-Inde-Chine
BRICS	Brésil-Russie-Inde-Chine-Afrique du Sud
CAS	China Academy of Science
CDB	China Development Bank
CEI	Communauté des États indépendants
CEPAL/ECLAC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CMC	Commission militaire centrale
CNOOC	China National Offshore Oil Company
CNPC	China National Petroleum Corporation
DGA	Département général de l'Armement
DPP	Parti Démocrate Progressiste
ECFA	Economic Cooperation Framework Agreement
EurAsEc	Eurasian Economic Community
FED	Federal Reserve System

FINUL	Force Intérimaire des Nations Unies au Liban
FMI	Fonds Monétaire International
FOCAC	Forum on China-Africa Cooperation
FOCALAE	Forum de Coopération de l'Asie de l'Est et de l'Amérique latine
GANUPT	Groupe d'Assistance des Nations Unies pendant la période de transition (Namibie)
IDE	International Development Enterprises
KMT	Kuomintang
MINUAD	Mission des Nations Unies et de l'Union Africaine au Darfour
MINURSO	Mission des Nations Unies pour l'Organisation d'un Referendum au Sahara occidental
MINUSTAH	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
MONUC	Mission de l'Organisation des Nations Unies en République Démocratique du Congo
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République Démocratique du Congo
N-11	Next Eleven
NDPG	National Defense Program Guidelines
NDRC	National Development and Reform Commission
OACI	Organisation de l'Aviation Civile Internationale
OAS	Organization of American States
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
OCS	Organisation de coopération de Shanghai
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OMM	Organisation Météorologique Mondiale
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PCC	Parti Communiste Chinois
PDJ	Parti Démocrate du Japon
PDL	Parti libéral-démocrate

PIB	Produit intérieur brut
PPA	Parité du pouvoir d'achat
R&D	Recherche et Développement
RDC	République Démocratique du Congo
RPC	République Populaire de Chine
SASAC	State-owned Assets Supervision and Administration Commission
SASTIND	Commission for Science, Technology and Industry for National Defense
SDF	Self-Defense Forces
TLE	Traité de libre échange
UE	Union européenne
UNCLOS	Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer
UNMEE	Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée
UNMIL	Mission des Nations Unies au Libéria
UNMIS	Mission des Nations Unies au Soudan
UNOCI	Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
UNPol	Police Civile des Nations Unies
UNTSO	United Nations Truce Supervision Organization
ZEE	Zone économique exclusive

Introduction

L'éveil de la Chine au monde

Tanguy de WILDE D'ESTMAEL
et Tanguy STRUYE DE SWIELANDE

La Chine s'est éveillée. Le monde tremble-t-il ? Sans doute, la prophétie de Napoléon[1], relayée par Peyrefitte en 1978[2], n'est-elle pas avérée, mais le monde ne laisse pas de s'interroger sur l'ascension dite pacifique de la Chine.

Qui avait donc endormi la Chine ? Un tropisme nombriliste, le 19e siècle « d'humiliations », la domination européenne, l'occupation japonaise, le communisme à la Mao ? Pour une part certainement chacun de ces éléments y contribua, mais en réalité, ce qui est vraiment nouveau depuis plus de trente ans, ce n'est pas tant une présence de la Chine au monde mais le fait qu'elle multiplie sans ambages les relations avec les autres sujets de la scène internationale. La mentalité impériale ne concevait les rapports avec les autres que sous l'angle de l'allégeance ou de la vassalité et non sur le mode du rapport égalitaire[3]. Aujourd'hui, la Chine se projette sur la scène internationale avec, certes, un attachement farouche à la souveraineté étatique, mais en postulant *ipso facto* une égalité entre États. Pékin entre dans le jeu international avec son prisme national, tant pour y tenir un certain rôle que pour veiller à ce que les règles ne soient pas modifiées à son insu ou à son détriment. C'est à cette rencontre singulière de la Chine avec le monde que cet ouvrage est consacré.

Une première partie s'interroge sur l'ascension pacifique de la Chine dans les relations internationales que Pékin préfère présenter désormais

---

1 « Quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera ».

2 Peyrefitte, A., *Quand la Chine s'éveillera … le monde tremblera*, Paris, Fayard, 1978.

3 « La terre promise était la Chine, et les Chinois s'y trouvaient déjà. En théorie, les bienfaits de la culture de l'Empire du Milieu pouvaient être étendus, grâce à l'exemple de la supériorité chinoise, aux étrangers vivant à la périphérie de l'Empire » note à cet égard Henry Kissinger (Kissinger, H., *De la Chine*, Paris, Fayard, 2012, p. 51).

comme un développement pacifique. La manière dont la Chine applique ses préceptes de politique étrangère[4] est analysée au-delà du miracle économique généralement avancé comme preuve de l'insertion nouvelle de la Chine dans les relations internationales, même si ledit miracle appelle quelques nuances[5].

Si Pékin tient un discours recyclant à bien des égards les principes de la coexistence pacifique, la réalité ne peut toutefois être éludée : la Chine est une puissance. Il importe, dès lors, de la confronter aux autres acteurs déterminants du monde globalisé, qu'il s'agisse de puissances avérées, prétendument sur le déclin (États-Unis, Russie[6]), émergentes sinon émergées (Brésil, Inde[7]) ou atypiques (Japon, Union européenne[8]). Cette deuxième partie porte aussi un regard particulier sur des regroupements étatiques plus récents comme l'organisation de coopération de Shanghai ou les BRIC[9] devenus BRICS en 2011 avec l'insertion de l'Afrique du Sud au sein du groupe formé par le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine. Avec ces divers partenaires, qualifiés parfois de stratégiques pour signifier l'importance et l'étendue de la coopération, la Chine entretient des rapports marqués par une volonté de transcender le bilatéralisme pour porter un message au monde quand l'occasion se présente. Ici aussi, même discret et limité, le progrès est de taille au regard du contexte traditionnel chinois en vertu duquel les « empereurs chinois jugeaient déraisonnable d'essayer d'influencer des pays condamnés par la nature à l'infortune d'être situés aussi loin de la Chine ». Celle-ci « n'exportait pas ses idées mais laissait les autres venir les chercher »[10].

La Chine regarde donc au-delà de ses voisins et ses prétentions régionales ne se limitent plus à son environnement immédiat (Asie cen-

---

4 Cf. la contribution de G. Frébutte sur *L'identité sociale de la Chine sur la scène internationale : ambigüité et contradictions* et celles de T. Struye intitulées *Comment la Chine voit le monde ?* et *Soft power : le nouveau cheval de bataille chinois ?*

5 Cf. la contribution de P. Sabatier et J.-L. Buchalet intitulée *Économie chinoise : un modèle à bout de souffle*.

6 Cf. les contributions de T. Struye de Swielande intitulée *États-Unis – Chine : engagement pragmatique ?* et de I. Facon sur *Le partenariat sino-russe et l'avenir de l'Organisation de coopération de Shanghai.*

7 Cf. les contributions de T. Struye de Swielande intitulée *Chine – Inde : tensions en perspective ?* et de A. Ait-Chaalal sur *Le Brésil et la Chine : des convergences géopolitiques, des divergences commerciales.*

8 Cf. les contributions de E. Atanassova-Cornélis sur *La dimension politique et sécuritaire des relations Japon – Chine : méfiance stratégique et stabilité fragile* et de T. de Wilde sur *L'Union européenne face à la Chine : puissance et coercition en question.*

9 Cf. la contribution de T. Renard intitulée *Vers un monde multipolaire ? Perspectives économiques, commerciales et politiques sur l'émergence des BRIC.*

10 Kissinger, H., *op. cit.*, p. 38.

trale, ancienne Indochine, Mer de Chine du Sud sans oublier la Corée du Nord[11]). Certes, la question de Taïwan, cette « improbable province et cet État impossible »[12] reste sur papier un *casus belli* et l'Asie demeure en première ligne dans les préoccupations de Pékin, mais les horizons de l'influence chinoise se sont élargis aux autres continents. Une troisième partie est dédiée à ce rayonnement étendu. Évoquer la présence de la Chine en Afrique est devenu un lieu commun au début du 21e siècle. Encore faut-il en mesurer l'impact précis tant sur le plan économique que sur le plan politique[13]. Dans la même optique, les relations avec des ensembles *a priori* plus éloignés d'un point de vue géographique, économique ou politique, comme l'Amérique latine ou le Moyen-Orient, méritent une attention[14].

L'ultime partie scrute les arcanes militaires de la Chine pour tenter de déceler les mutations récentes qui tant en termes de moyens que de postures stratégiques ont profondément évolué. L'armée populaire chinoise est entrée dans une ère de modernisation que reflètent aussi bien la maîtrise du matériel sophistiqué[15] ou les prétentions à l'exclusivité en Mer de Chine du Sud[16] que sa participation à des opérations de paix sous l'égide de l'ONU. Le chemin parcouru depuis la récupération par Pékin de son siège au Conseil de sécurité en 1971 est significatif : la Chine fait partie des plus importants contributeurs de soldats engagés dans des missions onusiennes[17].

Ces quatre parties donnent chacune des éléments de réponse à la question sous-jacente à l'ouvrage : quel type de puissance la Chine est-elle et entend-elle être sur la scène internationale ? L'influence plané-

---

11 Cf. les contributions de T. Kellner sur *La Chine et la « Grande Asie centrale » dans la période post-11 septembre*, de B. Hellendorff sur *La relation Chine – ASEAN au cœur du « nouveau multilatéralisme asiatique »* et de V. Eiffling sur *La Chine et la Corée du Nord : une alliance ambiguë.*

12 Cf. la contribution de P. Paquet intitulée *Taiwan, entre improbable province et impossible indépendance.*

13 Cf. la contribution de T. Struye de Swielande sur *La Chine en Afrique : priorité aux intérêts économiques.*

14 Cf. la contribution de V. Eiffling sur *La Chine et le Moyen-Orient : entre soft power, réalisme politique et pragmatisme économique* et celle de J. Mauricio Angel Morales intitulée *Chine – Amérique latine : une relation au-delà des matières premières et des relations énergétiques.*

15 Cf. les contributions de J. Henrotin sur *Les dents du dragon : la transformation de la puissance militaire chinoise*, de E. Puig sur *La longue marche vers l'autonomie : analyse de la politique industrielle de défense chinoise à l'ère de la globalisation* et de A. De Neve sur *Le programme spatial chinois : entre volonté de normalisation et tentative de rupture.*

16 Cf. la contribution de T. Struye de Swielande sur *L'enjeu des voies maritimes en Mer de Chine du Sud et au-delà.*

17 Cf. la contribution de M. Liégeois sur *La Chine et les opérations de paix de l'ONU.*

taire revendiquée a-t-elle comme corollaire une responsabilité accrue dans la sécurité globale ? La notion de sécurité doit ici être entendue au sens le plus élargi du terme, n'excluant ni la sécurité environnementale, ni la sécurité humaine, par exemple.

Centré sur l'action externe de Pékin, ce livre n'aborde qu'à la marge les évolutions du système politique de la Chine elle-même. Celles-ci ont accompagné les transformations de l'État qui se projetait dans le monde et méritent quelques évocations succinctes en ce propos liminaire.

Il y a aujourd'hui une multitude d'acteurs officiels et non officiels qui participent à la définition de la politique étrangère chinoise et à sa mise en œuvre. Ceci induit une grande hétérogénéité idéologique et doctrinale. On observe une vraie fragmentation de la prise de décision. Les acteurs ne sont pas toujours guidés par une vision stratégique d'ensemble ; des objectifs à caractère bureaucratique, personnel ou national affleurent, chacun cherchant à défendre ses intérêts pour imposer ses vues.

Même si le pouvoir reste au sein du PCC en s'exprimant par l'entremise du *Politburo*, ce dernier est confronté à davantage d'acteurs. La bureaucratie, certes déjà présente par le passé, joue un rôle plus déterminant. Chaque organisation a une conception précise de ce qui est et devrait être l'essence de son action. Les tensions entre les différentes institutions et agences pour le contrôle de certaines missions et l'établissement des priorités hiérarchiques sont monnaie courante. Il arrive fréquemment que les institutions évaluent la manière dont certaines options peuvent affecter leurs missions et rôles futurs. Elles ne proposent ou ne soutiennent pas les options qui pourraient entraîner des changements à leur détriment[18].

Le parti s'adapte aux mutations internes (évanescence du communisme *stricto sensu*) et externes (ouverture sur le monde) en veillant à maintenir une certaine légitimité. Dans cette optique, la croissance économique et de meilleures conditions de vie ne suffisent plus pour garantir la survie du parti. D'autres éléments de mobilisation sont nécessaires, notamment l'idéologie recyclée en veine nationaliste. Il s'agit là d'un facteur à ne pas sous-estimer, ce que le PCC parait avoir bien compris en jouant sur la fibre patriotique. Un siècle et demi d'humiliation s'est ainsi transformé en un nationalisme chinois parfois exacerbé, très répandu au sein de la population. Le parti communiste y a recours au gré des opportunités. L'idéologie communiste cède la place à un nationalisme pragmatique et populaire. Celui-ci peut servir

[18] Sur ce thème, Halperin, M., « Why Bureaucrats Play Games », in *Foreign Policy*, Printemps 1971, pp. 70-90.

d'identifiant pour la population et de ressource mobilisatrice pour les dirigeants. Le PCC est ainsi passé de « l'utopie au pragmatisme »[19].

Les différentes contributions rassemblées dans cet ouvrage[20] indiquent toutes une Chine en mouvement qui développe de nouvelles capacités et se dessine un nouveau rôle sur la scène internationale. Mais sans que les contours précis de cette voie chinoise dans le monde puissent déjà se percevoir. Revendiquer de l'influence sans prétention au leadership, fût-il partagé, n'est pas envisageable à long terme. La puissance mondiale appelle la responsabilité globale. Sur ce dernier point Pékin demeure énigmatique et les conjectures vont bon train. Nonobstant, des capacités nouvelles entraînent inexorablement une perception modifiée de la puissance : les ambitions naissent des moyens. Le paradoxe de la puissance non-réalisée[21] se situe précisément là : les capacités ne sont pas synonymes de puissance car une puissance émergente est par définition une puissance (encore) en devenir, se caractérisant par sa relativité et une forme d'instabilité. Les différentes parties de l'ouvrage font saillir une montée en puissance de la Chine mais plusieurs défis sont aussi mis en exergue.

Au plan interne, la stabilité du régime politique et l'ampleur du nationalisme, la continuité du développement économique et sa compatibilité sociale ou environnementale ainsi que les conséquences sociétales de la contention démographique sont autant de paramètres à observer avec acuité dans les années à venir. L'absence de démocratie pluraliste en Chine est une réalité dont les États démocratiques de la communauté internationale s'accommodent bon gré mal gré : d'aucuns par principe récusent tout messianisme démocratique et les autres, avançant la légitimité d'un dialogue sur les droits de l'homme, limitent leur critique à de la rhétorique. Il est vrai qu'un ostracisme de la Chine n'aurait plus aucun sens économique et politique. Ceci ne signifie pas que le débat sur la pertinence d'une démocratie ne puisse émerger en Chine même. À l'heure actuelle, un certain discours officiel, relayé par les milieux académiques, avance les particularités socio-anthropologiques de la Chine pour récuser l'aptitude de la démocratie à résoudre les problèmes contemporains de la Chine[22]. En un mot, la démocratie, peut-être inté-

---

19 R. Lowenthal, cité par Shambaugh, D., *China's Communist Party : Atrophy and Adaptation*, Berkeley, University of California Press, 2009, p. 13.

20 La rédaction de la plupart des analyses a été achevée fin 2011 ; quelques-unes prennent également en compte les débuts de l'année 2012.

21 Baldwin, D., « Power Analysis and World Politics : new Trends versus Old Tendencies », in *World Politics*, 1979, n°2, p.163.

22 « Vous parlez de la démocratie comme s'il s'agissait d'une religion qu'il faut étendre à la terre entière. Mais la tenue d'élections ne résoudra aucun des problèmes auxquels la Chine se trouve confrontée » déclare ainsi Pan Wei, de l'Université de Pékin, à

ressante *a priori*, ne serait pas utile. Mais en outre, l'idée démocratique ne charrierait aucune connotation positive dans le contexte chinois parce qu'elle serait associée à des précédents historiques funestes aux yeux de l'establishment politique : « l'effondrement de l'ex-Union soviétique après la libéralisation politique de Gorbatchev ; la prétendue 'démocratie populaire' de la propre Révolution culturelle du pays ; et le risque d'un Taïwan indépendant »[23]. Il en résulte une vision de la démocratie comme ferment d'un chaos politique. Ce n'est évidemment pas l'avis des rares, mais célèbres, dissidents chinois comme Wei Jinsgshen et Liu Xiaobo, en quête de la « cinquième modernisation », celle que les réformes entamées par Deng Xiao Ping n'ont jamais prévue. À l'instar de A. Soljenitsyne ou V. Havel à l'époque de la guerre froide, ces figures marquent peut-être plus les esprits en Occident qu'au sein de leur propre pays, mais elles incarnent une relève intellectuelle non négligeable, attestée en quelque sorte par la volonté du pouvoir de les faire taire[24].

Enfin, les défis externes sont tout aussi importants comme le révèlent les différentes contributions de ce livre. La question de Taïwan apparaît épineuse sinon aporétique. Les tensions en Mer de Chine du Sud font craindre périodiquement l'embrasement d'un conflit régional. Les contradictions entre le désir d'accéder aux matières premières, une politique de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un État souverain et une prise de responsabilité internationale accrue risquent de saillir et de forcer à des choix incertains pour l'heure. La finalité du développement militaire de la Chine en dépendra peut-être. Les dirigeants chinois auront-ils l'ambition de modifier un système international encore largement basé sur des consensus d'après-guerre ?

On l'observe aisément, la grande stratégie chinoise est en pleine construction. Un chantier en effervescence dont le spectateur sera bien avisé de comprendre les plans et les desseins. Cet ouvrage n'a d'autre but.

Mark Leonard, Directeur du *European Council for Foreign Relations* de Londres (Leonard, M., *Que pense la Chine ?*, Paris, Plon, 2008, p. 87).

23 C'est du moins l'analyse de Pan Wei déjà évoqué ci-dessus (Leonard, M., *op. cit*., pp. 88-89.

24 Pour une lecture pénétrante des écrits du Prix Nobel Liu Xiabao, on se référera à l'analyse de S. Leys menée dans le chapitre « Anatomie d'une dictature post-totalitaire » de son ouvrage, *Le studio de l'inutilité*, Paris, Flammarion, 2012, pp. 163-185.

PARTIE I

L'ASCENSION PACIFIQUE DE LA CHINE DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES

Comment la Chine voit le monde ?

Tanguy STRUYE DE SWIELANDE

L'objectif de cette contribution est de comprendre dans les grandes lignes la manière dont la Chine se voit dans le monde et d'analyser certains facteurs qui influencent sa conception des relations internationales. Contrairement au passé récent, la politique étrangère chinoise est aujourd'hui bien moins guidée par l'idéologie communiste. Elle s'appuie plutôt sur une approche pragmatique des relations internationales.

Aujourd'hui la Chine, puissance émergente par excellence, est confrontée au problème de penser une nouvelle stratégie « intégrale » sans avoir déjà réellement identifié un nouvel adversaire et sans courir le risque de provoquer les autres puissances du globe. C'est dans ces circonstances, comme le rappelle le général Salvan que « pour atteindre les buts de leur concept les chefs politiques ont besoin d'une méthode et de moyens, c'est la stratégie ». Cette dernière est « l'ensemble des méthodes et moyens permettant d'atteindre les fins exigées par le politique »[1]. En reprenant l'analyse de C. Layne la grande stratégie serait alors un processus en trois temps : 1) la détermination des intérêts sécuritaires vitaux d'un État ; 2) l'identification des menaces envers ces intérêts et 3) la décision sur la meilleure manière d'employer les ressources politiques, militaires et économiques de l'État afin de protéger ces intérêts[2]. La « stratégie intégrale » articulerait ainsi la sécurité extérieure aux facteurs d'ordre interne que sont tant les ressources économiques et la capacité de production des acteurs que leur culture ou idéologie et les institutions politiques qui les expriment[3]. Malgré la difficulté de l'exercice, il est fondamental pour un État d'établir une stratégie générale, une grille de lecture sur le long terme qui lui permette de définir ou de redéfinir ses priorités par rapport au monde. En

---

1 Cité dans Del Valle, A., « De la stratégie à la géopolitique, quelques éléments d'une approche pluridisciplinaire », in *Géostratégiques*, n°4, 2001.

2 Layne, C., « From Preponderance to Offshore Balancing », in *International Security*, vol. 22, n°1, été 1997, p. 88.

3 Barréa, J., *Théories des Relations Internationales : de l' « idéalisme » à la « grande stratégie »*, Namur, Editions Erasme, 2002, p. 5.

l'absence d'un tel cadre conceptuel structurant, les réponses aux faits sont incohérentes et réactives et les ressources allouées à ces mêmes réponses le sont en général à court terme. Si Pékin n'a pas présenté sa grande stratégie dans un document officiel, il n'en demeure pas moins que certains événements, faits ou déclarations permettent de comprendre quelle voie l'Empire du Milieu favorise.

La Chine a conscience de son influence grandissante dans les questions internationales et de sa place retrouvée sur la scène mondiale après un siècle et demi d'humiliation qui débute avec les guerres de l'Opium (1839-1842). À cette fin, la priorité pour Pékin est de garantir son développement économique et sa modernisation (*société harmonieuse*) et de ce fait assurer une certaine stabilité à la fois dans le pays et dans son environnement direct (*développement pacifique*). Le pouvoir craint en effet à l'intérieur le *Ge Ming* (le vide, le chaos). Quant au contrôle de sa périphérie, elle fait partie de son *Dingwei* (*espace vital*). Pour Meng Xiangqing : « La Chine fait face à la mer avec la terre derrière, cependant elle est entourée de grandes puissances sur terre et est encerclée par une chaîne d'îles en mer. Dès lors, bien qu'il s'agisse d'un pays important composé à la fois de terre et de mer, la Chine n'a jamais pu profiter du bénéfice d'avoir à la fois la terre et la mer »[4]. Selon la thèse de Friedman[5], qui s'appuie sur celles de Ginsburg[6] et de Tellis et Swaine[7], la Chine est un État protégé par des frontières naturelles mais qui est formé dans les faits par deux « Chine » : une zone-tampon et un noyau central. La première est composée de plusieurs éléments : le Tibet, le Xinjiang, la Mongolie intérieure, le Manchourie et l'Asie du Sud-Est. Quand ces régions sont sous influence et/ou contrôle chinois, la Chine est forte car sa position lui donne une profondeur stratégique. Les frontières sont alors de surcroît majoritairement « naturelles », ce qui est un avantage, excepté la frontière avec le Viêt-Nam, qui reste vulnérable.

La frontière avec le Laos et le Myanmar se caractérise en effet par la jungle. À la frontière avec l'Inde, le Népal et le Bhoutan, jusqu'au Kazakhstan, il y a la chaîne de l'Himalaya. La Chine est, il est vrai, en partie vulnérable à partir du Kazakhstan (à travers sa province du Xinjiang) et via la Mongolie, mais dans ce dernier cas, il n'existe pas ou peu

---

4 Cité dans Holmes, J., et Yoshihara, T., « History Rhymes : The German Precedent for Chinese Seapower », in *Orbis*, hiver 2010, p. 20.

5 Friedman, G., « The Geopolitics of China », in *Investor Insight*, 12 juin 2008, disponible sur http://www.investorsinsight.com/.

6 Ginsburg, N., « On the Chinese Perception of a World Order », in Tsou, T. (dir.), *China in Crisis, China's Policies in Asia and America's Alternatives*, Chicago, University of Chicago Press, 1969, p. 73 et suivantes.

7 Swaine, M., et Tellis, A., *Interpreting China's Grand Strategy : Past, Present, And Future*, Santa Monica, Rand Corporation, 2000.

d'infrastructures routières et ferroviaires, ce qui rend la logistique et le ravitaillement plus difficiles. Sur sa frontière côtière, la Chine a bénéficié jusqu'au 21e siècle d'une situation avantageuse, maîtrisant les mers environnantes à travers les tributs. Les guerres de l'opium (1839-1842) ont changé la donne et la Chine se sent extrêmement vulnérable aujourd'hui sur sa façade maritime[8]. Le *Heartland*, dominé par les Han, forme le cœur de la Chine, qui se sent menacée de l'intérieur, en particulier par les régions du Xinjiang[9] et du Tibet[10]. Afin d'éviter ce scénario catastrophe, Pékin développe économiquement depuis quelques années la région du Xinjiang : nouvelles routes[11], voies ferrées et développement des aéroports. La Chine encourage même fortement l'immigration des Han vers cette province afin de renforcer sa position par rapport aux Ouighours. Cela étant, le Xinjiang ne forme pas seulement une zone tampon géostratégique ; il est également très riche en minerais et ressources énergétiques : 30 % des réserves pétrolières et 35 % des réserves gazières chinoises sont dans la région, sans parler d'autres matières premières comme l'or et le coton. La région est de surcroît importante pour le programme spatial chinois et forme la voie de passage obligée des routes énergétiques venant de la Caspienne, ainsi que le début de la nouvelle route commerciale de la soie vers l'Ouest[12]. La voie ferrée (inaugurée en 2006) allant de Golmud à Lhassa, est considérée par Pékin comme une opportunité pour développer la région du Tibet. Pour les Tibétains, elle est synonyme d'une plus grande mainmise de la Chine sur leur territoire, facilitant l'afflux de migrants chinois mais également l'acheminement du matériel militaire. Le Tibet assure en outre la sécurité du Xinjiang, et vice versa. De par leurs emplacements, ces deux territoires s'auto-protègent et garantissent l'unité du pays. Il faut donc garantir la sécurité intérieure, par un pouvoir central fort et éviter les scénarios catastrophes ayant marqués l'histoire de la Chine : guerres internes et invasions (notamment mongoles au 13e siècle).

---

8 *Cf.* la contribution sur « L'enjeu des voies maritimes en Mer de Chine du Sud et au-delà » dans le présent ouvrage.

9 Les violents affrontements durant l'été 2009, opposant l'ethnie turcophone et musulmane des Ouighours et les Han sont là pour le rappeler.

10 *Cf.* Incidents de mars 2008.

11 Les nouvelles routes devront permettre de connecter plus facilement l'Asie centrale à la Russie, le Pakistan et l'Europe via le Caucase. Un container pour Hambourg par voie maritime d'Urumqi via Shanghai, fera 24 000 km ; par voie terrestre il devrait faire moins de 7000 km (Mooney, T., « Still looking for a modern Silk Road », in *Bangkok Post*, 18 juillet 2007).

12 Gosset, D., « The Xinjiang factor in the new Silk Road », in *Asia Times*, 22 mai 2007.

I. Les intérêts « centraux »

La manière dont la Chine définit aujourd'hui ses intérêts nationaux ou intérêts centraux (hexin liyi) est influencée par conséquent par ces réalités historiques. En effet, le concept d'intérêts centraux a fait son apparition, il y a quelques années, d'abord sporadiquement, ensuite de manière de plus en plus affirmée. Ainsi par exemple, il en est fait mention qu'une seule fois dans un article du People's Daily en 2001, mais 260 fois en 2009 et 325 fois en 2010[13]. Le fait de recourir depuis quelques années à ce concept démontre la volonté chinoise de s'affirmer sur la scène internationale et de déterminer ses intérêts. En juillet 2009, les intérêts centraux comprenaient les points suivants : 1) assurer le développement économique et social du pays ; 2) garantir la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale ; et 3) renforcer le pouvoir central et la sécurité nationale. Tout signe de faiblesse aurait un effet d'engrenage négatif sur des régions, telles que le Tibet, le Xinjiang ou Taiwan[14].

Depuis peu, ses intérêts centraux concerneraient également la région allant de la Mer Jaune à la Mer de Chine du Sud (de la péninsule coréenne au détroit de Malacca), ainsi que la défense du développement économique, sous-entendant implicitement la défense des voies commerciales (maritimes et terrestres). Néanmoins, sur la question des intérêts centraux, de nombreux analystes ne sont pas d'accord, estimant que l'élargissement des intérêts centraux aux intérêts maritimes n'a fait l'objet d'aucune déclaration officielle de la part de Pékin. Nous estimons cependant que par rapport à la politique étrangère et de défense menée dans les faits, il faut tenir compte de ces nouveaux intérêts. Il apparaît en outre que ces intérêts sont « non-négociables » entrainant une certaine rigidité de Pékin sur ces questions.

Ces axes prioritaires reprennent dans les faits, l'idée traditionnelle chinoise des trois cercles. Au centre, il y a les Han, entourés d'un premier cercle : les marches, « terres où l'empire a envoyé des soldats-paysans s'installer au milieu de populations ethniquement différentes mais généralement très peu denses. Ils s'y sont établis et sont devenus, à leurs yeux et à ceux de la mère patrie, les occupants légitimes du sol »[15]. Un second cercle est composé des vassaux, qui payaient le tribut en marque d'obédience. Enfin, le dernier cercle est formé par les barbares (la menace externe)[16]. Le cercle des barbares est celui du conflit, des tensions, des guerres et correspond au principe féminin et négatif du

---

13 Swaine, M., « China's Assertive Behavior, Part One : On 'Core Interests' », in *China Leadership Monitor*, n°34, hiver 2011, p. 3.

14 *Ibid*.

15 Brisset, J.-V., *La Chine : Une puissance encerclée ?*, Paris, IRIS, 2002, p. 8.

16 *Ibid.*, pp. 8-9.

Yin, alors que le cœur correspond plutôt au principe masculin du Yang, qui reflète l'harmonie et la paix[17]. Cette approche reflète ainsi cette vision hiérarchique, concentrique qu'a la Chine du système international. Au haut de la pyramide, l'Empire du Milieu, supérieur culturellement et historiquement aux autres, ayant une volonté de soumettre les acteurs de son environnement direct et de garder les barbares à distance.

II. Retenue ou défiance ?

Si la majorité des analystes chinois reconnaissent que la Chine a aujourd'hui les attributs pour jouer un rôle plus déterminant dans les affaires internationales, le débat de la place de la Chine dans le monde est très vif au sein du pays en raison de sa croissance plus rapide qu'anticipée. Est-ce un pays en développement ? Une puissance régionale ? Une grande puissance ? Il existe des vues conflictuelles et différents courants. David Shambaugh dans un article explique qu'il existe *grosso modo* sept tendances différentes[18]. Sans entrer dans les détails, reprenons sommairement ces différents courants. Le « Nativisme » se caractérise par l'isolationnisme, le populisme, la xénophobie, le marxisme, la nostalgie du passé et le nationalisme (anti-impérial, anti-occidental, anti-américain). Le « Réalisme », groupe dominant, accentue la question de la souveraineté, voit l'environnement international comme anarchique, désire effacer le siècle d'humiliation et entreprendre une politique plus assertive, se méfie de Taiwan et des États-Unis. C'est un courant populaire chez les militaires, certains think tanks et universités. Le troisième, « Major Power School », estime prioritaire l'importance des relations avec les grandes puissances, tout en privilégiant la relation États-Unis-Chine et attache moins d'importance au monde en développement et au multilatéralisme. Le courant « Asia First » met l'accent sur la périphérie, le voisinage direct et l'institutionnalisme. Le « Global South School » estime que la Chine doit continuer à défendre ses intérêts traditionnels : le monde en développement, les relations Sud-Sud et les BRICS. Pour le « Selective Multilateralism », les axes avantagés sont le multilatéralisme[19], le mandat onusien, l'intervention à la périphérie, la politique du profil bas, le compromis et la méfiance par rapport à la gouvernance globale. Enfin, le « Globalisme », va plus loin que le précédent courant en défendant

---

17 Niquet, V., *Les fondements de la stratégie chinoise*, Paris, Economica, coll. « Hautes études Stratégiques », 1997, pp. 42-43 et 69-71.

18 Shambaugh, D., « Coping with a Conflicted China », in *The Washington Quarterly*, hiver 2011, pp. 7-27.

19 Tactique, moyen, mais pas une fin en soi auquel elle recourt, tout en se méfiant du multilatéralisme.

l'institutionnalisme libéral, la globalisation, l'humanitaire, le soft power et les questions sécuritaires non-traditionnelles (sécurité humaine).

Dans les faits, l'école réaliste au sens large domine les débats. Si peu d'acteurs en Chine remettent en question la définition des « intérêts centraux » ou la politique de « développement pacifique », certains (principalement des civils) se demandent s'il est opportun de les divulguer (en particulier celui concernant les intérêts maritimes), alors que la Chine n'a pas encore les moyens de ses ambitions. La Chine ne serait pas prête à remplir le rôle qui lui revient dans les faits et dès lors devrait éviter d'être arrogante ou impatiente, sans négliger toutefois la défense de ses intérêts. D'autant plus que les défis internes sont nombreux.

Au sein de l'establishment militaire, exacerbé par un sentiment national et conforté par une croissance économique importante, d'aucuns estiment par contre que la Chine doit s'affirmer car l'équilibre international se déplace de l'Occident vers le Pacifique et que de plus les États-Unis connaissent un déclin relatif. Dans un article du *Liberation Army Daily*, datant du 4 décembre 2008, le journaliste H. Kulun, soutient que l'intérêt national dépasse les territoires terrestres, maritimes et aériens pour inclure les mers et l'espace : « Nos forces armées ne doivent pas seulement défendre 'les frontières territoriales', mais également les 'frontières ayant un intérêt national'.(…) Nous devons protéger non seulement nos intérêts de sécurité nationale mais également des intérêts liés au développement national (futur) »[20]. Ces propos rejoignent l'idée que les puissances émergentes (dont la Chine) suivent une certaine dynamique :

> Il y a une sorte de loi de Parkinson à propos de la sécurité nationale. Le sentiment d'insécurité d'une nation s'étend à mesure qu'accroît sa puissance. Plus un État devient grand et plus puissant, plus ses dirigeants, ses élites et souvent sa population accroissent leur niveau d'attente dans les affaires internationales. Davantage, ils se voient destinés ou obligés de réguler les affaires internationales ou au moins les maintenir dans un certain ordre qui leur paraît sain (…)[21].

Les domaines considérés précédemment comme secondaires deviennent des intérêts vitaux et des crises ignorées auparavant sont perçues comme des enjeux. Les menaces objectives ne se sont pas renforcées, mais bien le désir des États de contrôler leur environnement. Plus la puissance d'un État s'étend, plus son intérêt national s'élargit. Aujourd'hui, Pékin est impliqué dans des endroits qui hier encore lui

---

[20] Cité dans Lam, W., « China Flaunts Growing Naval Capabilities », in *China Brief*, vol. IX, Issue 1, 12 janvier 2009.

[21] Zakaria, F., *From Wealth to Power : The Unusual Origins of America's World Role*, Princeton, Princeton University Press, 1999, p. 185.

étaient de peu d'intérêts ou est concerné par des nouvelles questions de sécurité dont par exemple la piraterie maritime. La Chine devient par conséquent, comme les prochaines contributions l'indiqueront, un acteur « global ».

De moins en moins de questions internationales laissent Pékin indifférent. En outre, une grande partie de cette politique étrangère est au service d'un enjeu de politique interne majeur : le développement économique. Dans les faits, poussée par son nationalisme et sa volonté de retrouver un statut digne d'elle-même, la Chine accroît manifestement, comme l'illustreront d'autres contributions, ses sphères d'influence dans toutes les régions. La Chine a une volonté claire d'effacer l'humiliation de la colonisation et de retrouver son statut, son aura d'antan dans le système international. Pour Yan Xuetong de l'université de Qinghua :

> La montée de la Chine est considérée comme normale par nature… [les Chinois] croient que le déclin de la Chine est une erreur historique qui devrait être corrigée… Les Chinois considèrent leur ascension comme une reconquête du statut international perdu de la Chine plutôt que l'obtention de quelque chose de nouveau… Les Chinois considèrent la montée de la Chine comme un rétablissement de l'équité plutôt que comme un gain d'avantages sur d'autres[22].

Soucieuse de devenir la puissance dominante de l'Asie, la Chine est donc en pleine redéfinition de son rôle dans le monde et de ses objectifs de politique étrangère[23]. Cette volonté se traduit par un ensemble de priorités :1) la perpétuation du miracle économique ; 2) la réunification avec Taïwan ; 3) la survie du régime autoritaire communiste, 4) la sécurisation des approvisionnements énergétiques ; 5) le leadership régional ; 6) l'opposition au principe d'ingérence humanitaire dans les affaires intérieures ;7) l'accroissement des sphères d'influence[24], etc.

III. Le jeu de wei-ch'i (ou de go)

Pas à pas, la Chine place avec une industrie subtile ses pions sur l'échiquier international, sans que l'Occident ne s'en rende toujours compte. Alors que la culture occidentale privilégie des jeux comme les échecs, qui postulent un affrontement direct visant la défaite de l'adversaire, la culture asiatique, en particulier chinoise, favorise une approche indirecte, le jeu de Go en étant l'exemple par excellence. Dans le jeu de Go, les « pierres » ou « hommes » sont identiques (pas de

---

22 Cité dans Medeiros, E., *China's International Behavior : Activism, Opportunism, and Diversification*, Santa Monica, Rand Corporation, 2009, p. 10.

23 McGeary, J., « The Next China », in *Time Magazine*, 3 mars 1997, pp. 20-26.

24 Sans parler de cette présence diffuse qu'assure la diaspora chinoise.

hiérarchie) et se dispersent sur le damier (goban), donnant l'impression que les actions ne sont pas coordonnées[25], alors que la logique de l'action se révèle ultérieurement, au fur et à mesure des connexions ou jonctions entre les actions[26]. « Quand un adversaire vous enveloppe, ne faites pas front... Jouez ailleurs », disait Mao. Ce qui importe donc est la logique de l'influence et de l'action indirecte. Le succès ne s'obtient pas en un coup ou grâce à un déplacement. Il n'y pas vraiment de point culminant. La victoire résulte d'une multitude d'actions aux objectifs variés, mais au service d'une grande stratégie. Chaque pierre fait partie de l'ensemble. Autrement dit, la victoire ne se traduit pas par une domination incontestée mais plutôt par un partage avantageux du territoire (acquisition de zones d'influence) obtenu par l'avantage concurrentiel grâce au cumul d'efforts continus et combinés. Il n'y a pas non plus de front défini, à l'inverse de stratégo ou du jeu d'échecs : on peut facilement disperser ses forces (principe de la dispersion maximale, contraire à l'approche occidentale de concentration de ses forces) et pénétrer les sphères d'influence de l'autre en menant une guerre sur l'arrière de l'ennemi, mais toujours en coordination et en économisant ses forces. L'accent est également mis sur les stratégies relationnelles plutôt que sur les stratégies d'affrontement au service d'un objectif stratégique. Aujourd'hui le damier correspond à une carte du monde et les pierres au

---

25 « ... le commencement de la partie est pratiquement incompréhensible pour celui qui ne l'a pas étudié à fond. Les deux joueurs ont l'air de placer leurs hommes au hasard, tantôt dans un coin du damier, tantôt dans un autre ; on dirait qu'ils cherchent à former des jolis dessins plutôt qu'à se tourner mutuellement. Ce n'est qu'après la mise en place de bon nombre d'hommes que l'objet de la partie commence à apparaître : alors on s'aperçoit petit à petit que les hommes qui semblaient avoir été joués sans but offensif, ni défensif étaient tous utiles, et qu'ils avaient été placés dès le départ pour servir d'avant-postes de territoires que l'on prévoyait de constituer autour d'eux ou de postes d'observation pour harceler l'ennemi ». (Cité dans Boorman, S., *Go et Mao pour une interprétation de la stratégie maoïste en termes de jeu de go*, Paris, Seuil, 1972, pp. 29-30).

26 La plupart des projets d'infrastructures (en particulier routiers et ferroviaires) se font en fonction d'enjeux géoéconomiques. Il en est ainsi de la voie ferrée allant de Benguela (côte angolaise) à Dilolo (frontière avec le Katanga), voie que les Chinois aimeraient relier aux voies ferrées du Katanga, pour faciliter l'exportation des minerais via l'Angola (façade atlantique). La voie vers l'Est partant de Luanshya (Zambie) vers le port de Benguela (Angola) est, elle, en construction. Il faut également mentionner l'importance de l'Afrique australe, et en particulier du Mozambique et de son port de Beira, voie d'exportation sur l'Océan Indien. La Chine investit dans la modernisation des infrastructures ferroviaires et routières du pays, l'objectif à long terme étant de relier l'Angola au Mozambique (en passant par la RDC, la Zambie et le Zimbabwe) et ainsi éviter le Cap de Bonne Espérance (création d'un corridor Est-Ouest). La Chine promeut encore une troisième voie d'exportation via la Tanzanie, reliant la Zambie (Kapiri Mposhi) à la Tanzanie (Dar-es-Salaam) via la fameuse voie ferrée de Tanzam, longue de 1 860 km. Plus des voies sont développées, plus l'exportation est assurée.

positionnement des intérêts chinois, permettant à l'Empire du Milieu de « faire usage d'une dispersion calculée des forces pour maximiser la dissémination de l'influence »[27]. La Chine modernise ses capacités militaires et établit des partenariats stratégiques avec d'autres puissances. Ces partenariats donnent une image plus positive et constructive de la Chine, cette dernière se voulant ouverte au dialogue et tentant d'effacer les divergences et oppositions. Dans les faits, ses partenariats servent avant tout à freiner la puissance américaine. On défie Washington, de façon subtile et indirecte. L'essor chinois se caractérise également par le recours à la puissance douce à travers par exemple l'institutionnalisme stratégique en développant ou en encourageant des sphères d'influence régionales politiques propres ou dominées par Pékin (ex. ASEAN+3, OCS). La Chine recrée ainsi en Asie le système de tribut appliqué par le passé et établit une « diplomatie du pourtour à travers le multilatéralisme ». L'objectif, tout comme dans le jeu de Go, sera d'abord de maitriser la périphérie (le Sud), en raison de l'aspect quantitatif et du rapport coût-efficacité, pour ensuite se mouvoir vers le noyau (Occident) et de l'encercler. Concernant ce dernier, il s'agit de le faire de l'extérieur, mais également de l'intérieur (à l'image du cheval de Troie) à travers par exemple la tactique de la subversion, de la pénétration et de la fragmentation des alliances.

Il s'agit toujours d'une stratégie à long terme : « Seule une stratégie tenant compte de l'issue à long terme de tous les combats tactiques menés sur le damier peut assurer la victoire, car une politique orientée vers les succès locaux aboutit souvent à une débâcle stratégique »[28]. La Chine adopte d'ailleurs une approche du temps fort dissemblable de celle de l'Occident. « Pour un Occidental », estime José Frèches, « le temps est linéaire : le temps perdu ne se rattrape jamais et nous percevons notre vie comme un compte à rebours qui s'achèvera définitivement le jour de notre mort (…) ; pour un Chinois, le temps est cyclique : le temps repasse (…) en d'autres termes, le temps ne se perd pas »[29]. Aussi, la combinaison du jeu de Go à la question du temps permet à la Chine d'avoir une conception divergente des relations internationales. Pour Brisset par exemple, « La Chine… a des traités une vision très différente de celle des Occidentaux. Elle les considère en effet uniquement comme la photographie, acceptée à un moment donné par les parties prenantes de la situation du jour. Ce qui n'inclut aucun engagement pour le futur et n'interdit pas de tout remettre en cause quand les rapports de force auront évolué »[30]. D'une certaine façon, c'est

---

27 Boorman, S., *op. cit.*, p. 43.

28 *Ibid.*, p. 31.

29 Cité dans Allègre, C., et Jembar, D., *Le défi du monde*, Paris, Fayard, 2006, p. 104.

30 Brisset, J.-V., *La Chine : Une puissance encerclée ?*, Paris, IRIS, 2002, p. 13.

la volonté de Pékin, qui joue la partie pour la domination mondiale dans un autre espace temporel que les Occidentaux, de dicter le rythme. Elle place ses pierres à des intersections potentiellement intéressantes à long terme pour obtenir un avantage stratégique décisif, n'hésitant pas à sacrifier certaines pierres au niveau tactique. Ce qui importe dès lors est l'action indirecte où toutes les alliances ou combinaisons sont possibles et où prévaut la coexistence pacifique plutôt que l'élimination ou la rupture. Par conséquent, l'approche privilégiée est celle de la discrétion, de l'art de la tromperie, très bien illustrée dans *l'Art de la guerre* de Sun Tsu.

IV. L'influence de Sun Tsu et de Confucius

La culture et l'histoire d'un pays forment le fondement de sa stratégie. Il existe donc une culture stratégique propre à chaque acteur. Aussi les penseurs classiques chinois continuent-ils à influencer la pensée géostratégique contemporaine chinoise. Pour Pierre Fayard :

> La philosophie chinoise du Yin et du Yang, qui voit le monde comme une transformation permanente, forme le soubassement de cette culture stratégique. De l'interaction constante de ces deux principes opposés et complémentaires résulte un changement incessant dont il convient de distinguer les prémices. On s'y adapte pour en tirer profit plutôt que pour le subir. Ainsi, l'intelligence du réel, qui n'est autre que la connaissance intime des mutations en cours, permet de gérer et d'agir à bon escient en anticipant et en se laissant porter par les dynamiques transformatrices[31].

Contrairement à l'Occident qui a une approche plus technicienne et de préférence binaire mettant davantage l'accent sur l'objet que sur le sujet[32], la philosophie chinoise a plutôt tendance à s'appuyer « sur le potentiel de la situation ». Les écrits de Sun Tsu, qui datent d'il y a plus de 2500 ans, forment toujours le fil conducteur de cette approche « indirecte » de la stratégie militaire, mais dès lors aussi des relations internationales. François Jullien dans son *Traité de l'efficacité* met bien cette pensée en exergue. En effet, l'Occident a plutôt tendance à tendre vers une modélisation idéale, alors que la culture chinoise s'intéresse avant tout au processus et à son évolution, ce qui lui permet une adaptation continue et ainsi de glisser sur la vague. Par conséquent, l'approche chinoise est dans la pratique souvent moins manichéenne et plutôt

---

31 Fayard, P., *Comprendre et appliquer Sun Tzu*, Paris, Dunod, 2004.

32 « Pensant l'efficacité à partir de formes idéales édifiées comme modèle qu'on projetterait sur le monde et que la volonté se fixerait comme but à réaliser : cette tradition est celle du plan dressé d'avance et de l'héroïsme de l'action…, elle est celle du rapport théorie-pratique ». (Jullien, F., *Traité de l'efficacité*, Paris, Grasset, rééd. « Biblio essais », 1996, pp. 7-8).

caractérisée par l'« harmonie dans la divergence ». Ce pouvoir d'adaptation est par exemple illustré par rapport à la question de la non-ingérence. Les dossiers soudanais et libyen ont attesté d'une plus grande flexibilité de la part de la Chine ces dernières années.

Pour Valérie Niquet : « Dans le processus de construction d'un modèle chinois, l'approche culturelle 'pacifiste' est opposée au réalisme occidental, et dans un système de valeur censé rejeter l'usage de la force, la victoire s'obtient 'sans combattre', par la dissuasion, les moyens de la guerre économique ou psychologique en s'attaquant aux ressources et au moral de l'ennemi »[33]. Parvenir à faire de son adversaire son partenaire ou défenseur est dès lors une priorité. Il s'agit d'envoyer dans un premier temps des signaux pour (r)établir une relation de confiance. Cette approche perceptuelle de la puissance, opérant par message ou signal, aura comme objectif de manipuler « l'environnement mental » de l'autre afin que ce dernier change son prisme d'attitude et ait, par conséquent, une approche plus constructive : « Pour faire en sorte que l'adversaire vienne de lui-même où l'on veut, il faut lui tendre un profit ; de même que, pour faire en sorte qu'il ne puisse pas venir là où on ne veut pas qu'il vienne, il faut lui tendre un danger »[34]. Newmyer explique ainsi que l'objectif de la Chine n'est pas nécessairement d'aller en guerre mais de plutôt créer un rapport de force avantageux et de façonner son environnement de telle manière qu'une guerre sera considérée comme inutile, car perdue d'avance par son adversaire[35]. Elle ne servirait qu'à donner le coup de grâce. Pour Sun Tsu, « l'art suprême de la guerre c'est soumettre l'ennemi sans combat » ; « Connais ton ennemi et connais-toi toi-même, et tu pourras livrer cent batailles sans essuyer un désastre ». Toujours en citant Valérie Niquet :

> Dans ce contexte, la puissance de la Chine, domaine du wen (écrit, culture) et de la civilisation est censée s'exprimer non pas par l'usage des armes (wu) et la brutalité de l'hégémon (ba) mais au travers d'un ascendant culturel évident et reconnu, qui se traduit notamment par une sinisation du système de valeur de l'adversaire, y compris conquérant comme les dynasties des yuan (Mongols), et celle des qing (Mandchous). La greffe des apports extérieurs est minimisée au profit du processus d'assimilation et de digestion de la culture étrangère par la culture chinoise[36].

---

33 Niquet, V., « Culture stratégique et politique de défense en Chine », Centre Asie IFRI, 20 février 2008, p. 7.

34 Jullien, F., *Traité de l'efficacité*, Paris, Grasset, 1996, p. 164.

35 Newmyer, J., « Oil, Arms and Influence : The Indirect Strategy Behind Chinese Military Modernization », in *Orbis*, printemps 2009, p. 205.

36 Niquet, V., « Culture stratégique et politique de défense en Chine », Centre Asie IFRI, 20 février 2008, 7.

Longtemps rejetés, les concepts défendus par Confucius font aujourd'hui également un retour remarqué dans la société chinoise. Avant tout, il y a cette idée de l'organisation de la société de manière hiérarchique. Pour Confucius : « Que le souverain remplisse ses devoirs de souverain, le ministre ses devoirs de ministre, le père ses devoirs de père, le fils ses devoirs de fils ». Chaque acteur a donc sa place, son rang dans le système et cela rejoint ce qui a déjà été mentionné à propos de la vision sinocentrique du monde. Un autre aspect fortement présent dans la pensée de Confucius est cette idée « d'harmonie » et de « défense ». Le premier se traduit par l'harmonie dans la famille (Parti Communiste), la stabilité dans le royaume (souveraineté de la Chine) et la paix dans le monde (développement pacifique). Officiellement la Chine défend l'idée de « développement pacifique » dans un « monde harmonieux ». Selon le professeur Wu Jianmin, il faut entendre par « développement pacifique », trois « non » : non à l'expansion (ne pas suivre la voie des puissances coloniales), non à l'hégémonie (pas de domination mondiale) et non aux alliances (avec une ou des puissances afin d'éviter de provoquer une nouvelle guerre froide)[37]. Aussi la politique de « développement pacifique » a selon A. Goldstein comme objectif de rassurer son voisinage direct. La Chine se présente comme une puissance émergente non-menaçante et prévenant une coalition hostile de grandes puissances[38]. Si la Chine défend officiellement un monde multipolaire et harmonieux, ce dernier est interprété de manière différente que ce qu'on comprend par multipolaire en Occident. La Chine n'y voit pas une nouvelle forme d'équilibre des forces à plusieurs, mais plus une redistribution du pouvoir dans un monde harmonieux de coexistence. D'autant plus que V. Niquet rappelle que « la Chine se trouve prisonnière d'une contradiction aux conséquences particulièrement négatives quant à la place qui lui est reconnue régionalement. Si Pékin soutient au niveau mondial l'émergence de pôles concurrents qui la servent dans sa stratégie d'équilibre face aux États-Unis, elle rejette en revanche l'application du principe de multipolarité dans sa propre zone »[39].

Le second concept, à savoir « la défense », fait référence entre autres à la Grande Muraille, érigée contre l'invasion des barbares et se voulant une stratégie défensive. Image que la Chine se donne à travers les cinq

---

37 Wu, J., « Past, Present and Future », in *China Security*, vol. 4, n°3, Summer 2008, p. 15.

38 Goldstein, A., *Rising to the Challenge : China's Grand Strategy and International Security*, Stanford, Stanford University Press, 2005, p. 188 et suivantes.

39 Courmont, B., Niquet, V., et Nivet, B., « Quelle évolution de la notion de puissance et de ses modes d'action à l'horizon 2030 appliquée aux États-Unis, à l'Europe et à la Chine ? », Étude réalisée pour le compte de la Délégation aux Affaires Stratégiques, n°2004/007, p. 69.

principes de la « coexistence pacifique »[40]. Ces cinq principes de la coexistence pacifique, on les retrouve implicitement dans le *National Defense White Paper* de 2008 :

> La Chine… persistera dans la poursuite d'un nouveau concept de sécurité présentant de la confiance mutuelle, des bénéfices mutuels, de l'égalité et de la coordination, et recommandant le règlement des conflits internationaux et des questions sensibles par des moyens pacifiques. Elle encouragera la promotion des dialogues sécuritaires et la coopération avec les autres pays, s'opposera à l'élargissement des alliances militaires et des actes d'agression et d'expansion. La Chine ne cherchera jamais l'hégémonie ou ne s'engagera dans une expansion maintenant ou dans le futur, quel que soit son degré de développement.

Toutefois, la pratique est plus complexe et confuse. La Chine n'a jamais hésité à recourir à la force pour défendre ses intérêts. L'histoire de l'Empire du Milieu se caractérise par près de 3800 conflits internes et externes. Il suffit de se rappeler dans un passé récent, la guerre sino-indienne de 1962 et celle avec le Viêt-Nam en 1978. Aussi cette image « défensive » de la Chine ne correspond pas nécessairement à la réalité et les propos de Mao sont exagérés quand il annonçait : « Nous ne désirons pas un pouce de territoire étranger ». Ici encore l'ambigüité l'emporte. Trois exemples l'illustrent. Les Chinois parlent de l'importance de la guerre juste : guerre du faible contre l'oppresseur. Mais n'est ce pas une façon de justifier toute intervention. L'unification nationale est également considérée comme une guerre défensive, mais cette unification se limite-t-elle aujourd'hui à Taiwan ou à un retour à la situation d'avant 1839 ou système tributaire[41]. Enfin, dans le Livre Blanc de 2008, on parle d'« active defense », mais sans vraiment définir le concept. Même si nous rejoignons les nuances de Swaine et Tellis :

> Le passé historique suggère que l'État chinois a fréquemment employé la force contre des puissances étrangères mais a généralement suivi une approche pragmatique et limitée pour l'usage d'une telle force. En particulier, elle a employé la force contre des étrangers essentiellement pour influencer, contrôler ou pacifier sa périphérie stratégique et l'a généralement fait lorsqu'elle possédait une supériorité relative[42].

---

40 Le respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, la non-agression mutuelle, la non-interférence mutuelle dans les affaires intérieures, l'égalité et les avantages réciproques, enfin la coexistence pacifique.

41 Scobell, A., *China and Strategic Culture*, Strategic Studies Institute, US Army War College, mai 2002, p. 8 et suivantes.

42 Swaine, M., et Tellis, A., *Interpreting China's Grand Strategy : Past, Present, and Future*, Santa Monica, RAND, 2000, p. 65.

V. Conclusion

En définitive, à travers ces différentes approches, la Chine exerce sa puissance et, contrairement à l'impression donnée, elle s'intéresse comme tout État à la puissance. Quand elle se réfère au concept de *Comprehensive national power*, qui pour Huang Shuofeng est « la combinaison de tous les pouvoirs possédés par un pays pour la survie et le développement d'un État souverain, incluant la philosophie matérielle et conceptuelle, ainsi que l'influence internationale »[43]. Non seulement la Chine essaie de quantifier la puissance, mais également de l'exercer en recourant aux différentes sources de celle-ci (puissance douce, dure ou intelligente). À travers cette approche, elle essaie progressivement de fixer l'agenda régional et même international.

Dans ce monde en transition, la Chine a par conséquent la volonté de jouer un rôle de plus en plus prédominant et influent. Si la Chine a bien retenu les propos fameux de Deng Xiaoping – « Observons calmement ; assurons notre position ; faisons face aux affaires avec calme ; cachons nos capacités et évitions de nous mettre en avant ; faisons tout pour maintenir un profil bas ; et ne revendiquons jamais de leadership » – elle voit toutefois, une fenêtre d'opportunité pour consolider ses positions et en établir de nouvelles en se positionnant un peu partout sur le globe. Sa grande stratégie est en pleine construction. Son histoire et sa tradition stratégique (à travers Sun Tsu et Confucius) lui servent de moyens pour se positionner sur le damier du jeu de Go, afin de lui permettre de garantir le développement économique et la stabilité sociale, conditions *sine qua non* pour devenir un jour « la » superpuissance. Au 16e Congrès du parti en 2002, Jiang Zemin résumait cela de la façon suivante :

> Les deux premières décennies du 21e siècle sont une période d'importantes opportunités stratégiques, que nous devons saisir fermement et qui offre de brillantes perspectives… Nous avons besoin de nous concentrer sur la construction d'une société aisée… à cette période… Les deux décennies de développement serviront de lien pour réaliser les objectifs stratégiques de la troisième étape pour notre chemin de modernisation… Une nouvelle guerre mondiale est improbable dans un avenir proche. Il est réaliste de penser à une période assez longue de paix dans le monde et à un climat favorable dans les zones autour de la Chine[44].

La politique étrangère chinoise est de plus en plus confiante, assertive et efficace pour défendre les intérêts de la nation. Le fait de voir le monde de manière concentrique met la Chine au centre (fils du ciel).

---

43 Cité dans Angang, H., et Honghua, M., « The Rising of Modern China : Comprehensive National Power and Grand Strategy », Nankai, Academy of International Studies and Department of International Relations, Université de Nankai, 2004.

44 Cité dans Lampton, D., *op. cit.*, p. 27.

Elle se met au haut de la pyramide (supérieure aux autres). Même si une grande stratégie n'a pas encore été établie explicitement, la Chine veut retrouver sa place dans le monde. Et si le débat interne sur les moyens, les priorités et la façon d'y arriver est en plein essor, la finalité apparaît limpide. Pour Swaine et Tellis, la Chine applique une « calculative strategy » :

> Une approche pragmatique qui met l'accent sur la primauté de la croissance économique et de la stabilité, l'entretien de relations internationales amicales, la restriction relative dans l'usage de la force combinée à une augmentation des efforts pour créer une armée militaire plus moderne, et la recherche continue de gains asymétriques au niveau international[45].

Une puissance émergente est toutefois par définition une puissance en devenir qui doit convertir ses capacités en puissance réelle. Si avec de nouvelles capacités, la perception de la puissance change et de nouvelles ambitions naissent, avoir les capacités ne signifie pas encore devenir une grande puissance, car il faut tenir compte du paradoxe de la puissance non-réalisée. Si la Chine se voit d'ici 2040-2050 la première puissance mondiale, sa grande stratégie est confrontée à de nombreux défis à court et moyen terme dont les questions de l'équilibre social, de la démographie et la gestion de son voisinage proche.

[45] Swaine, M., et Tellis, A., *Interpreting China's Grand Strategy : Past, Present, and Future*, Santa Monica, RAND, 2000, pp. 97-98.

L'identité sociale de la Chine sur la scène internationale

Ambiguïté et contradictions

Géraldine FRÉBUTTE

I. Introduction

Dans les discours publics tenus par les autorités chinoises, les qualificatifs employés pour expliquer et définir la place de la Chine dans le monde ne manquent pas. « Membre responsable de la communauté internationale », la République populaire de Chine se présente comme « un pays en développement », mais aussi comme « la deuxième économie mondiale ». Elle met l'accent sur son engagement et sa participation dans les affaires internationales. Elle revendique d'ailleurs d'y jouer « un rôle significatif » et d'être une « force loyale au service de la paix mondiale et du développement commun ».

Ce type de rhétorique, à la fois très engagé mais aussi profondément consensuel, mêle souvenirs du passé et perspectives futures. Usant de l'histoire, de l'économie ou de la notion de particularité politique, il présente une Chine visiblement préoccupée par l'évolution des relations internationales et solidaire des autres États, tout en appuyant sa voie de développement unique et ses particularités spécifiques. Dans ses discours, la Chine a beaucoup d'amis, mais elle ne leur ressemble pas. La Chine n'a pas d'ennemis, mais elle ne peut tolérer certains comportements et s'agace des remises en question des principes auxquelles elle attache une grande importance. Alliant ouverture et fermeté, la République populaire semble occuper une place difficile à décrire sur la scène internationale.

Dès lors, comment la Chine se définit-elle sur cette scène internationale ? Quelle identité revendique-t-elle par rapport aux autres États du système ? Peut-elle se trouver quelques ressemblances avec certains pays ? Et surtout, cette identité peut-elle expliquer son comportement dans les affaires internationales ?

II. Constructivisme, identité et socialisation de l'État

L'analyse de l'identité de la Chine sur la scène internationale présuppose de s'inscrire dans une démarche constructiviste. Le constructivisme a pour principe que les structures d'association humaine sont principalement déterminées par des idées communes plutôt que par des forces matérielles. Cette perspective considère également que les identités et les intérêts des acteurs sont construits par ces idées communes, au lieu d'être donnés par nature[1]. Le constructivisme met l'accent sur les idées, les normes et les valeurs partagées par les acteurs, soulignant « l'aspect social de l'existence humaine » plutôt que les conditions purement matérielles.

Fondé sur le concept clé d'intersubjectivité, le constructivisme démontre l'influence des structures et des institutions sur le comportement des agents, déterminant leurs identités et leurs intérêts, tout en établissant une réciprocité, puisque le comportement de ces agents influence également l'établissement et la création des structures de la vie internationale. C'est pourquoi les agents et les structures se définissent par un processus de co-constitution ; à cet égard, le constructivisme, au contraire des approches néo-réalistes ou néo-libérales, considère que ni les structures, ni les intérêts des agents ne sont invariables, fixes et définitifs.

La notion d'identité renvoie, en elle-même, à une telle multitude de dimensions et de niveaux d'analyses qu'elle en devient floue et abstraite. Il est donc indispensable d'établir une définition claire du concept utilisé. À ce titre, celle proposée par Robert L. Jepperson, Alexander Wendt et Peter J. Katzenstein met l'accent sur les éléments étudiés dans cette contribution. « Le concept d'"identité" […] fait référence aux images d'individualité et de particularité […] détenues et projetées par un acteur et formées (et modifiées à travers le temps) grâce à ses relations avec d'autres acteurs importants »[2]. L'identité a un impact significatif sur la façon qu'ont les acteurs d'interpréter la réalité qui les entoure : « La perception et la compréhension de l'information issue de la réalité est filtrée par les constructions théoriques et la structure identitaire [des

---

1 Wendt, A., *Social Theory of International Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

2 Jepperson, R., Wendt, A., et Katzenstein, P., « Norms, Identity, and Culture in National Security », in Katzentsein, P., *The Culture of National Security : Norms and Identity in World Politics*, New York, Columbia University Press, 1996, p. 59.

acteurs], qui, à leur tour, influencent le type d'information auquel ils sont attentifs […] et la manière dont cette information est interprétée »[3].

Il n'existe pas qu'une seule forme d'identité ; les acteurs, en ce compris les États, possèdent plusieurs identités qui coexistent. Une de ces identités sur laquelle se penche cette contribution est l'identité sociale. L'identité sociale d'un État consiste, pour Alexander Wendt, en « des ensembles de sens qu'un acteur s'attribue en prenant en considération les autres »[4]. Un État peut posséder plusieurs identités sociales qui varient selon des critères de prépondérance et de pertinence. Les identités sociales sont autant des « schémas cognitifs qui permettent à un acteur de déterminer "qui je suis/qui nous sommes" dans une situation » que des « positions dans une structure de rôle social faite de compréhensions et d'attentes partagées »[5].

Le concept d'identité sociale est avant tout relié aux domaines de la psychologie sociale et de la sociologie, qui étudient les relations entre individus et la constitution de « groupes » au sein d'un même ensemble. Même si l'objectif de la démarche entamée ici n'est pas de transposer les résultats des études menées dans ces champs de recherche à l'étude des relations entre des États, il existe cependant des remarques intéressantes qui pourraient être utiles dans la compréhension et l'analyse de la construction des identités d'un État sur la scène internationale. Les avancées réalisées sur l'étude des relations entre « groupes » constituent un éclairage intéressant pour mieux comprendre le positionnement identitaire des États. C'est pourquoi elles apparaissent valables pour analyser la manière selon laquelle la Chine se définit et se comporte sur la scène internationale. Il est cependant nécessaire, à ce stade, de poser certains postulats, avant d'évoquer plus loin les mécanismes de construction d'une identité sociale.

---

3 Berzonsky, M., « A Social-Cognitive Perspective on Identity Construction », in Schwartz, S., Luyckx, K., et Vignoles, V. (dir.), *Handbook of Identity Theory and Research*, vol. I, New York, Springer, 2011, p. 57.

4 Wendt, A., « Identity and Structural Change in International Politics », in Lapid, Y., et Kratochwil, F. (dir.), *The Return of Culture and Identity in IR Theory*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1995, p. 51. Alexander Wendt distingue trois types d'identités que peut avoir un État : l'identité nationale, l'identité sociale et l'identité collective. L'identité nationale renvoie aux qualités intrinsèques de l'État qui constituent son individualité et tient sa source dans la politique nationale. L'identité collective, quant à elle, fait référence à une telle identification positive entre plusieurs États que ceux-ci en viennent à partager un destin commun. Si Alexander Wendt a particulièrement développé le concept d'identité collective, identifiant les mécanismes permettant la construction d'une telle identité entre les États, il n'a pas ou peu explicité les mécanismes derrière l'identité sociale.

5 *Ibid.*

Tout d'abord, la notion de « groupes », telle que présente en psychologie sociale, présente un sens très large. Comme le soulignent Stephen M. Drigotas, Chester Insko et John Schopler, « le terme "groupe" peut avoir plusieurs significations et renvoyer aussi bien à des interactions face-à-face qu'à des rassemblements de personnes sans relations particulières entre elles »[6]. Dès lors, l'étude des identités sociales doit s'envisager dans un cadre très large. L'important n'est pas de dénombrer le nombre d'États impliqués dans la construction de l'identité sociale d'un État tiers, mais bien de déterminer quelle identité sociale est la plus pertinente et la plus significative aux yeux de l'État en question. Dans le cadre de l'exemple chinois notamment, il ne serait pas judicieux d'analyser l'identité sociale de la Chine dans l'environnement multilatéral de l'Organisation de coopération de Shanghai sans prendre en compte la manière dont la Chine se définit vis-à-vis de la Russie.

En outre, nous soutenons que l'identité sociale d'un État, comme tout autre type d'identité, reste relativement stable et fixe dans le temps, malgré l'émergence de certains changements et ajustements. Sauf perturbation majeure, de nature interne ou externe, il est peu probable qu'un État change soudainement sa propre définition de lui-même vis-à-vis du reste du monde.

Enfin, nous émettons l'hypothèse que le développement d'une identité sociale par un État et la possible reconnaissance de liens communs avec d'autres États ne signifient pas que l'État « abandonne » ses propres caractéristiques internes et perde ce que l'on pourrait dénommer son « identité nationale ». Au contraire, la mise en relation avec d'autres groupes d'États permet à un pays de prendre conscience de ses similitudes mais aussi de ces différences avec ces États. En ce sens, l'acteur étatique renforce sa propre identité interne. L'identité sociale constitue donc un double processus de rapprochement et de différenciation, de proximité et de distance.

A. Mécanismes de construction de l'identité sociale

La construction d'une identité sociale résulte donc d'un mécanisme nommé identification. L'identification est un « processus de socialisation permanent, incomplet et ouvert qui incite un acteur à chercher de façon active et indépendante sa propre personnalité [...] »[7] Le sentiment d'appartenance à d'autres États résulte donc d'un processus

---

6 Drigotas, S., Insko, C., et Schopler, J., « Compétition entre individus et conflits intergroupes », in Deschamps, J-C., Paez, D., et Worchel, S. (dir.), *L'identité sociale : La construction de l'individu dans les relations entre groupes*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1999, p. 23.

7 Korostelina, K., *Social Identity and Conflict : Structures, Dynamics and Implications*, New York, Palgrave Macmillan, 2007, p. 18.

d'identification sociale où un État admet partager, à un certain degré et dans certains domaines, des points de ressemblance avec d'autres. Cette identification sociale avec certains États implique nécessairement une distanciation avec d'autres. Par conséquent, « l'identité sociale est non seulement liée à la perception de similitudes au sein d'un même groupe […] mais aussi à la perception de différences entre ce groupe et les membres des autres groupes ou catégories »[8].

La construction d'une identité sociale d'un État est donc la résultante d'un processus où se mêlent des composantes cognitives et émotionnelles, des sentiments d'appartenance et de rejet, des perceptions quant à la place et le positionnement de soi et des autres dans le système international. L'identité sociale provient tant de la volonté d'adhésion d'un État à un groupe que de sa propre conception du rôle qu'il doit tenir sur la scène internationale. La Chine, par exemple, se positionne dans son environnement régional selon une mentalité de tribun issue de son héritage historique et culturel des empires dynastiques. En suivant cet état d'esprit, la Chine se placerait en tant que noyau central du système régional asiatique, où les pays voisins, placés en ordre hiérarchique, feraient vœu d'allégeance à l'État chinois. Une telle structure a pour objectif de maintenir un climat stable aux frontières de la Chine, nécessaire à son équilibre interne. L'État chinois y jouerait alors un rôle stabilisateur et protecteur à l'égard des pays qui lui sont tributaires[9]. Mais quels sont les facteurs contribuant à la construction de cette identité sociale ?

Le premier facteur influençant la réalisation d'une identité sociale réside dans les caractéristiques internes d'un État, qui sont à la fois porteuses de similarités avec d'autres États, mais aussi de dissemblances soulignant la nature spécifique et unique de l'État en question. Ces caractéristiques internes recouvrent un large champ de traits matériels et subjectifs. Il peut s'agir de conditions matérielles comme la possession de l'arme nucléaire, une santé financière et économique non négligeable, la grandeur du territoire de l'État, etc. Ce n'est pas tant la réalité objective à laquelle l'État est confronté (le pays présente-t-il réellement de bonnes perspectives économiques ?) que de l'interprétation qu'il en fait. Un État peut accorder une importance particulière à un trait matériel qui n'a, objectivement, pas d'impact significatif. Il ne se définit pas en

---

8 *Ibid.*, p. 24.

9 Teo Chu Cheow, E., « La Chine, soft power régional », in *Politique étrangère*, 2004, vol. 69, n°4, p. 807-819. L'ordre hiérarchique voulu par la Chine dans son environnement régional fait écho aux principes du confucianisme, qui apparaissent comme une influence non négligeable dans la pensée diplomatique chinoise. Voir à ce sujet la contribution de Tanguy Struye de Swielande consacrée à la vision du monde chinoise dans le présent ouvrage

fonction de critères parfaitement objectifs, mais plutôt en fonction de la perception, de l'interprétation et de l'appropriation de ces critères. Ensuite, des éléments plus subjectifs entrent également en considération. Les valeurs portées par l'État, ses idéaux (voire même son idéologie), ses motivations et ses buts proclamés sont autant d'éléments qui permettent à l'État de se construire une identité propre. Une fois encore, l'interprétation, par l'État, de ces valeurs et idéaux est l'élément fondamental qui permet de comprendre pourquoi cet État mettra plus en avant certains éléments que d'autres.

Les caractéristiques internes d'un État influencent la construction de son identité sociale car elles permettent de réaliser un premier processus d'identification/distinction avec d'autres États. Plus un État trouvera des similitudes entre ses caractéristiques internes et celles d'autres États, plus le processus d'identification sera fort. Associé à ces caractéristiques internes, émerge la notion de « statut » d'un État. Par le processus d'identification, un État peut se définir selon un statut particulier sur la scène internationale, ce statut permettant à la fois de se distinguer d'États qui ne partagent pas les mêmes caractéristiques et de se rapprocher d'autres États, considérés comme plus proches. Les statuts de « grande puissance », de « pays émergent », de « puissance économique », au delà des critères matériels que l'État possède effectivement et qui peuvent influer sur l'obtention d'un tel statut[10], sont également une manière de se définir sur le plan international et de projeter, d'une certaine manière, « qui ils sont ».

Le deuxième élément qui influe sur la construction d'une identité sociale est la gestion des histoires et passés communs, ainsi que celle d'une éventuelle « culture » commune. La notion de culture fait référence « à la fois à un ensemble de critères évaluatifs, comme les normes ou les valeurs, et à des critères cognitifs, comme les règles et les modèles définissant quelles entités et quels acteurs existent dans un système et comment ils opèrent et sont en corrélation »[11]. Le concept de culture renvoie par conséquent à des modèles d'organisation au sein d'un État. En ce sens, il rappelle les caractéristiques internes d'un État évoquées ci-dessus. Cependant, le facteur mis en exergue ici est celui de la possible affinité entre plusieurs cultures étatiques différentes, ce qui constitue en soi un éventuel élément d'identification. Plus ces cultures auront des points de ressemblance, plus les États partageront un sentiment d'appartenance. L'histoire et la gestion du passé demeurent également des facteurs importants pour comprendre le processus

[10] Il faut néanmoins garder à l'esprit que ces critères constituent des standards résultant de certains choix, et donc de constructions sociales, et sur lesquels il est dès lors possible de débattre.

[11] Jepperson, R., Wendt, A., et Katzenstein, P., *op. cit.*, p. 56.

d'identification d'un État. L'interprétation de cette histoire commune et la perception du rôle de l'autre dans les événements du passé influent sur la façon dont l'État définit sa propre place et son positionnement vis-à-vis des autres.

Enfin, le dernier facteur ayant un impact sur la construction de l'identité sociale concerne le contexte régional et/ou international. Même si par essence, le contexte est toujours ancré dans un espace-temps défini, au contraire de l'identité sociale qui a un caractère plus pérenne, il joue néanmoins un rôle sur la définition de cette identité. Dans son ouvrage « *Contexts of International Politics* »[12], Gary Goertz décrit trois modalités par lesquelles l'environnement régional ou international a un impact sur le comportement étatique. La première modalité est celle du contexte agissant en tant que cause. L'environnement est alors un facteur causal qui, en conjonction avec plusieurs autres facteurs, explique directement le comportement de l'État. La deuxième modalité explique que le contexte agit comme une barrière empêchant l'État de réaliser son but premier et l'obligeant à choisir d'autres alternatives. En dernier lieu, le contexte fonctionne comme une modalité externe qui n'a pas un impact direct sur le comportement de l'État, mais influerait de manière secondaire sur les variables déterminant ce comportement. Si Gary Goertz aborde principalement la question du comportement, il n'en reste pas moins que le contexte détermine, dans une certaine mesure, l'identité sociale d'un État. Certes, l'identité reste une notion relativement fixe dans le temps, mais le contexte peut accentuer certains aspects de cette identité. La situation internationale ou régionale intensifie parfois la conception qu'a l'État de lui-même, de sa propre place dans le système et de l'impact qu'elle peut avoir sur ce dernier. En ce sens, le contexte fait ressortir les dimensions du rôle que l'État souhaite tenir sur la scène internationale. Le rôle d'un État est différent du statut car il s'inscrit dans une perspective plus limitée dans le temps et dans l'espace. Le rôle étatique est souvent la résultante de changements et d'ajustements dans l'environnement extérieur de l'État, alors que son statut s'inscrit dans une dimension pérenne, reposant sur des bases et des caractéristiques proprement internes à l'État. Ce rôle que l'État s'attribue est à la fois plus pragmatique et plus normatif. Il est pragmatique car il implique généralement des politiques précises et des actions déterminées de la part des autorités (« Nous tenons ce rôle sur le plan international ; nous devons par conséquent réaliser telles et telles actions »). Il est également normatif parce qu'il repose également sur des conceptions et des idéaux que l'État souhaite voir appliqués (« Nous

[12] Goertz, G., *Contexts of International Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.

tenons ce rôle sur le plan international parce qu'il correspond à nos valeurs »).

III. L'ambiguë définition de la Chine sur la scène internationale

A. Un statut de puissance en développement largement revendiqué

La Chine se présente avant tout sur la scène internationale en tant que « puissance en développement », sur la voie de la modernisation et de la prospérité. Le Livre Blanc sur le Développement Pacifique de la Chine, paru en septembre 2011, démontre comment ce développement est envisagé : « Il s'agit d'un chemin vers un développement scientifique, indépendant, ouvert, pacifique, coopératif et commun ». Cette notion de puissance en développement trouve racine dans l'histoire de la nation chinoise, dont l'interprétation sous-tend trois éléments. D'abord, la population chinoise repose sur la construction d'une civilisation forte et rayonnante, à la fois ouverte sur l'extérieur et contribuant au progrès mondial. Ensuite, la nation chinoise fut stoppée dans son développement au 19e siècle, lorsqu'« un désarroi interne et des agressions étrangères transformèrent progressivement la Chine en une société semi-coloniale et semi-féodale »[13]. Les coupables de ce déclin croissant sont clairement désignés comme les puissances occidentales. Enfin, le redressement de la Chine fut possible grâce à la fondation de la République Populaire de Chine en 1949, qui « ouvrit la voie à une nouvelle époque dans l'histoire de la Chine. » Mais l'histoire est toujours en marche : la Chine est toujours sur la route du développement. Une route spécifique et unique, celle du socialisme aux caractéristiques chinoises. Par conséquent, la Chine présente une culture qui la distingue des autres États. L'interprétation de son histoire l'oppose irrémédiablement aux pays occidentaux, responsables de leur frein développemental. En outre, l'organisation interne de l'État chinois repose sur un mode de fonctionnement spécifique. Les systèmes politique et économique reposent explicitement sur des caractéristiques « chinoises », qui sont donc impossibles à retrouver dans d'autres types d'organisations sociétales. La culture chinoise se présente donc comme unique tant sur le plan des critères évaluatifs que des critères cognitifs. Elle renforce le caractère distinctif de l'identité chinoise sur la scène internationale.

Par ailleurs, la notion de puissance en développement serait aussi liée à un type de statut pour la Chine. Reposant sur certains critères in-

[13] Portail web officiel du Gouvernement chinois, « China's Peaceful Development », Septembre 2011, disponible sur http://english.gov.cn/.

ternes[14], la Chine développe une rhétorique axée sur ce statut de puissance émergente. En ce sens, elle développe des critères de catégorisation[15], selon lesquels il coexisterait plusieurs natures différentes d'États : des pays développés, des États en développement, des puissances émergentes,... Cette catégorisation a plusieurs impacts sur la vision du monde par la Chine, son comportement sur le plan international et sur les intérêts qu'elle cherchera à défendre.

D'abord, cette procédure de catégorisation a une influence certaine sur le processus d'identification de la Chine avec d'autres États. La Chine se retrouve à nouveau opposée au monde occidental, États-Unis en tête, qu'elle inclut dans la catégorie « pays développés ». De l'autre côté, elle aura tendance à se trouver des affinités avec les autres États classés dans la catégorie « pays en développement ». Ceci peut expliquer sa participation et son affiliation au groupe « BRICS », qui rassemble des pays qui présentent des caractéristiques à peu près similaires : forte croissance économique, développement du commerce avec l'extérieur, présence accrue sur la scène internationale, puissances politique et militaire en augmentation. Cependant, il est nécessaire de nuancer cette identification. Loin de constituer une organisation politique institutionnalisée, les « BRICS » rassemble des États aux identités largement hétérogènes, aux cultures différentes et aux interprétations de l'histoire parfois opposées[16]. En ce sens, le processus d'identification reste limité à la convergence des quelques caractéristiques citées ci-dessus. Les « BRICS » représentent un club politique limité, dont l'évolution ne peut réellement promettre l'émergence d'une identité collective[17].

---

14 Croissance économique, poids démographique, avancées scientifiques et technologiques, etc.

15 Le processus de catégorisation est un élément fondamental dans la théorie de l'identité sociale. Il s'agit d'un processus qui permet à classifier l'environnement en différentes catégories selon l'équivalence et la ressemblance des personnes, événements ou objets qui sont classés.

16 En témoignent les différents frontaliers qui opposent la Chine et l'Inde. Voir à ce sujet la contribution, dans ce même ouvrage, de Tanguy Struye de Swielande consacré aux relations sino-indiennes.

17 Les déclarations issues du dernier sommet des BRICS témoignent du peu d'actes concrets posés par les pays faisant partie de cette structure. Les propositions faites par Hu Jintao afin d'approfondir la coopération entre les BRICS soulignent le caractère vague et essentiellement verbal des objectifs de l'organisation : « s'engager pour le développement commun et à promouvoir une prospérité commune ; s'engager à une consultation sur un pied d'égalité et au renforcement de la confiance politique ; s'engager à une coopération pragmatique et à une matérialisation des fondements de cette coopération ; s'engager à une coopération internationale et à la promotion du développement mondial. » (Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, « Foreign Minister Yang Jiechi Talks about President Hu Jintao's At-

Par ailleurs, le statut de puissance en développement revendiqué par la Chine a un impact sur la définition de ses intérêts et sur la conduite de sa politique étrangère. La Chine poursuit une politique dite « indépendante » sur le plan international, dont les principaux objectifs sont « la préservation de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Chine, la création d'un environnement international favorable aux réformes, à l'ouverture et au processus de modernisation de la Chine, le maintien de la paix dans le monde et la montée du développement commun »[18]. Le statut de pays en développement induit et légitime ce type de politique axée sur la progression et la prospérité internes. Il autorise une rhétorique présentant la Chine comme un pays en plein ascension qui ne laissera pas l'environnement extérieur interférer sur cette croissance. Cette rhétorique a toutefois été adoucie au fil du temps. En témoignent les modifications apportées aux termes formalisant les principes de politique étrangère sous l'ère de Hu Jintao. Alors que la stratégie de la « montée en puissance pacifique » de la Chine était largement évoquée par les autorités, « […] les dirigeants chinois craignirent que l'interprétation révisionniste des mots "montée en puissance" ne donne une mauvaise impression aux autres pays »[19]. Cette expression fut finalement remplacée par les termes « développement pacifique ».

Enfin, le fait que la Chine soit une puissance en développement justifie un discours dans lequel les élites affirment que la Chine n'est pas encore prête à prendre les mêmes responsabilités ni les mêmes charges qu'un pays développé. En avril 2012, Le Yucheng, vice-ministre des Affaires étrangères, explique en ces termes sa vision du statut chinois :

> La Chine est la deuxième plus grande économie au monde, pas le deuxième pays le plus puissant. […] Récemment, certains ont accusé la Chine d'être un "acteur sélectif" qui oscille entre le rôle de "l'éléphant" et celui de "la fourmi" quand cela lui convient et veulent que la Chine devienne un "acteur complet". Je ne crois pas que cela soit une critique justifiée. Après tout, la Chine est un pays émergent, un pays en expansion au développement déséquilibré. À côté de ses progrès remarquables et de ses forces dans certains domaines, la Chine a encore beaucoup de points faibles. Ce n'est

---

tendance of the Seoul Nuclear Security Summit, the Fourth BRICS Summit and State Visit to Cambodia », 02 avril 2012, disponible sur http://fmprc.gov.cn/.) En ce sens, les BRICS forment un bloc hétérogène qui, selon Raymond Aron, est formé d'États ne partageant pas les mêmes conceptions politiques et reposant sur des valeurs différentes. Voir à ce sujet la contribution de Thomas Renard consacré aux BRICS dans le présent ouvrage.

18 Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, « Independant Foreign Policy of Peace », disponible sur http://www.fmprc.gov.cn/.

19 Men, J., « Changing Ideology in China and its Impact on Chinese Foreign Policy », in Guo, S., et Hua, S. (dir.), *New Dimensions of Chinese Foreign Policy*, Lanham, Lexington Books, 2007, p. 30.